

Non au rapport d'activité

En lisant rapport d'activité de la direction sortante de la section académique du Snes, nous partageons **un constat** : « un syndicalisme unitaire et majoritaire ne va pas de soi dans la société où nous vivons aujourd'hui » ; nous émettons **une interrogation** : « pourquoi le mot « capitalisme » a-t-il disparu de l'analyse ? » ; nous formulons **un désaccord** sur plusieurs grands dossiers traités dans la dernière période, et nous soutenons **les formes de luttes** que la section académique a réussi à faire partager à une masse de collègues travaillant en collège. Difficile de répondre à un rapport de plus de 43000 signes (sans les annexes) dans un espace dix fois plus réduit...

Des noms résumeront notre propos. Nous sommes confrontés à un exécutif qui a poursuivi sur l'essentiel les choix de l'ère Sarkozy, contre le monde du travail, au service exclusif des grands groupes capitalistes et financiers : **Hollande**. Qui les a aggravés dans certains domaines : **Macron**. Qui se montre de plus en plus répressif à l'égard des mouvements sociaux et dangereux pour les libertés publiques — SIVENS, surveillance d'internet, Air France, état d'urgence, stigmatisation des binationaux : **Valls**. Et voici un gouvernement de « gauche » qui reprend des propositions émises par les Le Pen... Un gouvernement qui face aux difficultés intérieures et extérieures recourt à un remède terriblement pire que le mal : la guerre ! Un gouvernement qui choisit, sur l'école, de confier sa com' à Disney à propos du harcèlement, et s'inspire encore de Walt Disney Company (propriétaire de la franchise Star Wars) pour sa campagne de recrutement des enseignants...

Il y a eu certes dans notre champ professionnel **des dossiers à discuter** : la réécriture du statut des enseignants, si elle n'a pas été l'apocalypse annoncée par FO et quelques autres, n'a pas non plus tous les mérites que lui a trouvés la direction du Snes. On a pu légitimement discuter de l'opportunité de donner ou pas son aval à ce texte. La négociation dite PPCR, à propos des carrières et des rémunérations, n'a apporté que des brouilles aux enseignants du Secondaire, mais quelques progrès aux catégories les plus mal payées de la Fonction Publique : cela méritait-il que le Snes fasse le forcing pour arracher une signature de la FSU en mettant en péril ses règles de fonctionnement interne ?

Mais **ce qui inquiète** c'est qu'à chaque fois chez les dirigeants et militants Unité & Action on a répété l'incantation : « il faut bien engranger des résultats » — même quand les progrès sont minimes et côtoient des régressions inquiétantes ? Nous ne reconnaissons pas là le syndicalisme de lutte et de transformation sociale qui est censé être l'axe commun de notre syndicat et de notre fédération. Ainsi voit-on apparaître **d'étranges propositions** : « en attendant » une vraie revalorisation salariale, revendiquer une augmentation de la proportion des indemnités et primes dans le traitement des profs « pour s'aligner sur les autres fonctionnaires » ? Ce serait accepter d'avance une brutale baisse du pouvoir d'achat des futurs retraités, ces indemnités et primes ne comptant pas pour la retraite ! Pour l'EE, **pas question d'en rabattre sur le pouvoir d'achat des salaires et des pensions**.

Heureusement notre syndicat a montré qu'il peut, en plus de son activité constante sur le quotidien des établissements, des carrières, des mutations, de la santé au travail, **redevenir un outil de lutte de masse des personnels** sur une campagne de longue durée. C'est la première fois sous ce gouvernement que la direction a mené vigoureusement la bagarre sur la question des collègues, a été la cheville ouvrière d'une intersyndicale large, obligeant le gouvernement à temporiser, à biaiser, mais pas encore à retirer sa réforme. Lutte à mener à son terme, d'autant que s'annonce une réforme du lycée alignée sur celle du collège, alors que depuis trois ans le pouvoir a refusé le bilan de la réforme Chatel, dont il a maintenu toutes les dispositions ! Le Snes doit être aussi déterminé sur cette question qu'il l'est sur celle du collège.

Enfin **nous ne comprenons pas** les atermoiements du Snes sur la question des libertés publiques dans la dernière période : si heureusement le syndicat a été clair sur la mise en cause des binationaux, il ne l'a pas été sur l'état d'urgence. Être prudent sur les formulations dans un premier temps, d'accord, refuser de participer aux réactions unitaires de syndicats et associations qui sont nos partenaires habituels inquiète. Le Snes doit retrouver une tradition dont s'honore notre syndicat et se montrer intransigeant sur ces questions : restreindre les libertés publiques, c'est au prétexte de combattre le terrorisme, aller sur le terrain où veulent nous entraîner ceux qui représentent le principal danger pour la démocratie, les acquis sociaux et la laïcité, l'extrême-droite et le fascisme en costume religieux.

Pour toutes ces raisons, les militants et sympathisants de l'École Émancipée ne peuvent approuver le rapport d'activité qui nous est présenté, nous appelons donc à voter contre.